

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République CS 70527
CEDEX
28019 Chartres

Orléans, le 05/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAPA PROFILES

8 Rue Maurice Violette
28110 LUCE

Références : VAT20220411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement SAPA PROFILES implanté 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPA PROFILES
- 8 Rue Maurice Violette 28110 LUCE
- Code AIOT dans GUN : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement SAPA 2 est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 1983 à poursuivre ses activités industrielles et à exercer celles de l'atelier de peintures n° 2 dans l'enceinte de son usine. Cette autorisation a été complétée notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2020 relatif à la surveillance des eaux souterraines au droit du site.

La principale activité exercée est visée par la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées : 3260 ; traitement de surface pour un volume de 325m3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance des eaux souterraines,
- certaines suites de l'inspection du 23/09/2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Bilan 2006-2020 échéances	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 2	NC4 - inspection du 23/09/2021	Mise en demeure, respect de prescription
Reseau de surveillance – nombre Pz	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3	NC6* - inspection du 23/09/2021	Mise en demeure, respect de prescription
Réseau de surveillance – abandon Pz	AP Complémentaire du 10/12/2020, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription
Reseau de surveillance – entretien Pz	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3	D1* - inspection du 23/09/2021	Mise en demeure, respect de prescription
Reseau de surveillance – protection Pz	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rapport de mesures	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	NC7* - inspection du 23/09/2021	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance – écoulement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet
Surveillance – prélèvement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet
Surveillance – analyse	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet
extension pollution sol	AP Complémentaire du 01/12/2000, article 4	/	Sans objet
Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 05/07/2022, article R.512-39-3	D3* - inspection du 23/09/2021)	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance – fréquence	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance – laboratoire	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet
Surveillance – prélèvement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Bilan 2006-2020 échéances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, échéance de transmission
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant transmet, sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation des résultats des campagnes réalisées entre 2014 et 2020. [...]
Constats : Le bilan relatif aux campagnes de surveillance de la qualité des eaux souterraines réalisées entre 2006 et 2020 n'a pas été réalisé.
Observations : NC4 (inspection du 23/09/2021) : Le bilan relatif aux campagnes de surveillance de la qualité des eaux souterraines réalisées entre 2006 et 2020 n'a pas encore été rendu. Il conviendra de mettre à jour, sur la base de ce bilan, le programme d'action RSDE relatif au tétrachloroéthylène. L'exploitant indique avoir sollicité une subvention auprès de l'Agence de l'Eau et que le dossier a été validé en 2021. La société TOLESIA a été retenue pour la réalisation du bilan. L'exploitant précise également qu'une première visite a été réalisée sur site avec cet organisme. L'inspection note que lors de la précédente inspection, il avait été indiqué que le dossier de demande était passé en commission le 19/05/21, que l'accord pour l'attribution d'une aide à hauteur de 50 % avait été délivré le 26/05/21; et enfin que la commande auprès de la société TOLESIA avait été passée le 19/07/21 (n°221044). La situation n'a donc pas évolué et le délai de 4 mois prescrit pour la réalisation de l'interprétation des résultats des campagnes réalisées entre 2014 et 2020 est largement dépassé. La NC est reconduite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance – nombre Pz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, nombre de piezomètres
Prescription contrôlée : [...] Le réseau de surveillance est constitué a minima des 5 ouvrages existants prescrits à l'article 1 de l'arrêté Préfectoral complémentaire du 1 ^{er} décembre 2000, à savoir : 3 piézomètres et 2 forages industriels P2 et P3. [...]
Constats : Le réseau de surveillance est constitué de 4 ouvrages au lieu des 5 prescrits
Observations : NC6* (inspection du 23/09/2021) : La surveillance des eaux souterraines est réalisée via 4 ouvrages au lieu des 5 prescrits. Déterminer si le PZ5, situé au niveau de l'ancien hall de laquage, a été rebouché ou s'il a été recouvert. Selon le rapport de suivi des eaux souterraines (campagne de novembre 2021) réalisé par la société SYPAC, seuls 4 ouvrages sur 5 ont fait l'objet de mesures. Le Pz5 ne fait pas l'objet de mesures (emplacement des piézomètres en annexe 2). La NC est reconduite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance – abandon Pz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/12/2020, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, abandon des piézomètres
Prescription contrôlée : En cas d'abandon des piézomètres, il est procédé au bouchage des ouvrages selon les normes en vigueur et les règles de l'art. L'opération de rebouchage fait l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées. Un rapport d'exécution est transmis au préfet dans les deux mois suivant le comblement.
Constats : Le bouchage du Pz5 n'a pas été réalisé dans les règles de l'art, ni accordé par l'inspection et aucun rapport d'exécution n'a été réalisé.
Observations : Lors de la visite sur site, il est constaté que le Pz5 situé au niveau de la zone de travaux (anciennement stockage de fioul de la chaufferie) a disparu et son emplacement recouvert. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer comment avait été réalisé le bouchage du Pz5. Par ailleurs aucun rapport d'exécution n'a été transmis au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance – entretien Pz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, entretien des piézomètres
Prescription contrôlée : [...] Les piézomètres sont surveillés et entretenus de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés. Ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils sont régulièrement entretenus.
Constats : Les ouvrages Pz1, Puit2 et Puit3 ne sont pas entretenus ni protégés efficacement pour éviter les risques de pollution.
Observations : D1* (inspection du 23/09/2021) : L'exploitant met en place les actions nécessaires pour assurer le bon état et l'étanchéité des piézomètres et forages. Lors de la visite sur site, il est constaté : - Pz1 (amont sur le site de THERMOCOLOR) : le piézomètre se situe à l'intérieur du bâtiment à proximité des zones de process. Le sol forme une légère dépression jusqu'au piézomètre. La tête du piézomètre est au ras du sol et son couvercle n'est pas étanche (annexe 2 - photo 1). - Puit2 : Il s'agit d'un ancien forage. Le puit se situe à l'intérieur du bâtiment au niveau d'une zone de passage des engins de manutention. Il est fermé par un couvercle de regard non étanche, lui même recouvert d'une plaque métallique. Lors de la visite sur site, il est constaté une accumulation de poussières sous la première plaque, qui sont ensuite tombées dans le puit à l'ouverture du regard (annexe 2 - photo 2). - Puit3 : Il s'agit du forage du site. Le puit se situe à l'extérieur. La tête de forage est en toiture du local contenant la pompe et protégée d'une grille. L'accès à la toiture se fait par une échelle. Elle est équipée d'une plaque cadénassée empêchant son utilisation. Toutefois le jour de l'inspection, la clé était insérée dans le cadenas et celui-ci avait été coupé. - Pz4 : le piézomètre se situe à l'extérieur du bâtiment. La tête de piézomètre est au ras du sol et est équipé d'un couvercle étanche. C'est le seul piézomètre qui porte une plaque d'identification. La demande n'est pas satisfaite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réseau de surveillance – protection Pz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, protection des piezomètres
Prescription contrôlée : [...] La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. [...] Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. [...]
Constats : Les ouvrages Pz1 et Puit2 ne disposent pas d'un capot de fermeture permettant un isolement parfait du sondage. Les ouvrages Puit2 et Puit3 ne sont pas équipés d'un dispositif de sécurité interdisant l'accès.
Observations : Voir annexe 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Surveillance – fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC. Les mesures ont été réalisées en période de basses eaux, le 23/11/2021. Les mesures précédentes ont été réalisées en période de hautes eaux, le 27/05/2021. Le relevé du niveau d'eau piézométrique a été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance – écoulement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, sens d'écoulement
Prescription contrôlée : [...] Le sens d'écoulement de la nappe est établi, à chaque campagne d'analyses, au regard des relevés piézométriques réalisés sur chaque ouvrage de prélèvement des eaux souterraines et en lien avec l'activité du forage du site. [...]
Constats : L'activité du forage du site doit être précisée dans le rapport de surveillance des eaux souterraines.
Observations : Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC. Le sens d'écoulement de la nappe est établi et cartographié. L'activité du forage du site n'est pas précisée dans le rapport. Mais selon l'exploitant, le forage est toujours en activité. Ce point est à préciser dans le rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance – laboratoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, laboratoire
Prescription contrôlée : [...] Les prélèvements et les analyses des eaux sont réalisés par un laboratoire agréé. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Au jour de l'inspection, le laboratoire SYPAC dispose d'un agrément (extraction LABEAU).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, fiche de prélèvement
Prescription contrôlée : [...] Les fiches de prélèvements doivent être scrupuleusement remplies à chaque campagne de prélèvement en indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">* l'ouvrage prélevé (coordonnées, nature et nom) ;* le nom du bureau d'études effectuant les prélèvements et du laboratoire effectuant les analyses ;* la date et l'heure de réalisation du prélèvement ;* la profondeur de prélèvement ;* le mode et le volume de purge ;* la méthode de prélèvement. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC. Le contenu des fiches de prélèvements issues du rapport présenté est conforme à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, fiche de prélèvement
Prescription contrôlée : [...] Paramètre à surveiller : Paramètres généraux : Potentiel d'hydrogène (pH), Température, Conductivité, Potentiel d'oxydo-réduction, Oxygène dissous, Odeur, Couleur, Niveau piézométrique Composés OrganoHalogénés Volatils (COHV) : Tétrachloroéthylène (PCE), Trichloroéthylène (TCE), Somme PCE/TCE, 1,1 Dichloroéthylène, Cis1,2 Dichloroéthylène (cis-DCE), Trans1,2 Dichloroéthylène (trans-DCE), Somme cis/trans DCE, Chlorure de vinyle, Tétrachlorométhane, Trichlorométhane / Chloroforme (TCM), Dichlorométhane (DCM), 1,1,1 Trichloroéthane (1,1,1 TCA), 1,1,2 Trichloroéthane (1,1,2 TCA), 1,1 Dichloroéthane (1,1 DCA), 1,2 Dichloroéthane (1,2 DCA), Dibromomonochlorométhane, Dichloromonobromométhane, Somme COHV Métaux : Aluminium (Al), Cadmium (Cd), Chrome total (Cr), Chrome hexavalent (Cr VI), Cuivre (Cu), Mercure (Hg), Nickel (Ni), Plomb (Pb), Etain (Sn), Zinc (Zn), Cobalt (Co), Hydrocarbures : Hydrocarbures totaux, Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : Fluoranthène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Benzo (a) pyrène, Benzo (ghi) pérylène, Indéno (1, 2, 3 — cd) pyrène, Naphtalène fluorène, Phénanthrène, Benzo {a} anthracène, Chrysène BTEX : Benzène, Toluène, Ethylbenzène, O Xylène, Autres : Polychlorobiphényles (PCB), Cyanures libres et totaux, Fluorures [...]
Constats : Les paramètres oxygène dissous, 1,1,2 Trichloroéthane (1,1,2 TCA), somme PCE/TCE, somme cis/trans DCE, somme COHV ne sont pas surveillés.
Observations : Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance – analyse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, bulletin analyse
Prescription contrôlée : [...] Le bulletin d'analyses précisera notamment : * les méthodes analytiques ; * les limites de quantifications ; * les incertitudes de la méthode analytique. [...]
Constats : Les bulletins d'analyse ne sont pas joints au rapport.
Observations : Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rapport est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception et comprendra à minima les éléments suivants :</p> <p>1. Présentation du contexte et du dispositif de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> * historique du site (localisation, activités, produits utilisés sur site et susceptibles d'être retrouvés dans les eaux souterraines, mesures de dépollutions ou travaux effectués.) ; * contexte environnemental (aquifères traversées et leur profondeur, sens d'écoulement.....) ; * réseau de surveillance (nom de l'ouvrage, code BSS, nature, coordonnées X et Y en Lambert 93, cote NGF, profondeur de l'ouvrage et cote NGF correspondante, niveau piézométrique et cote NGF correspondante, propriétaire de l'ouvrage, numéro de parcelle, propriétaire de la parcelle, photographie avec arrière plan reconnaissable...); * éventuelles cibles à protéger (plan de localisation intégrant les captages AEP, puits privés, piscines, écoles,). <p>2. Synthèse des résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Présentation sous forme de tableau synthétique des résultats d'analyses, celui-ci sera également transmis sous forme excel ou open office à l'inspection des installations classées ; * Présentation sous forme graphique des résultats d'analyse du PCE, TCE, de la somme des PCE et TCE, du chlorure de vinyle, de la somme cis/trans DCE, de la somme en COHV et de chaque paramètre présentant des dépassements. Chaque graphe, associé à un paramètre, comprend les résultats d'analyse de l'ensemble des piézomètres depuis le début de la surveillance ainsi que les limites de références, et notamment de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites de références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ; * Carte comprenant la localisation des piézomètres, les isopièzes, le sens d'écoulement de la nappe et la localisation du site (définition parcellaire) ; * Carte comprenant la localisation des piézomètres et les valeurs des paramètres présentant un dépassement des valeurs seuil ou de qualité. <p>3. Interprétation des résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Comparaison des mesures entre l'amont, l'aval et le latéral hydraulique, sur site et les limites de références ; * Préconisations éventuelles au vu des résultats. <p>4, Annexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * fiches de prélèvements ; * Bulletins d'analyses.
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de mesure de surveillance des eaux souterraines n'est pas assorti des commentaires appropriés permettant l'interprétation des résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de données relatives à l'historique du site, notamment les éléments de pollution en solvants chlorés identifiés en 2000, ni de données sur le contexte environnemental ou sur les éventuelles cibles à protéger ; - les résultats sous forme de tableur xls. ou open office n'ont pas été transmis à l'inspection et ne sont pas présentés sous forme graphique par polluant depuis le début de la surveillance ; - les limites de références, et notamment de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites de références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine n'ont pas été prises en compte ; - l'interprétation des résultats ne fournit aucune comparaison des mesures entre l'amont, l'aval et le latéral hydraulique, et aucune préconisations n'est faite.
<p>Observations :</p> <p>NC7* (inspection du 23/09/2021) : Les bulletins d'analyses des eaux souterraines transmis à l'inspection des installations classées ne sont pas assortis des commentaires appropriés permettant l'interprétation des résultats.</p>

Rapport de suivi des eaux souterraines (campagne novembre 2021) du 06/05/2022 réalisé par Laboratoire SYPAC.

Les résultats montrent :

- l'absence de contamination en métaux, HAP, BTEX, PCB ;
- un faible marquage en hydrocarbures et fluorures identique à l'amont à l'aval ;
- une pollution en solvants chlorés et notamment en tétrachloroéthylène (avec des teneurs maximales de 4100µg/L au niveau du Puit2 et 620 µg/L au niveau du Pz4). L'absence ou très faible présence des produits de décomposition du tétrachloroéthylène (absence de chlorure de vinyle, et présence faible de 1,2-cis-Dichloroéthylène).

Les données historiques (peu lisible car les tableaux sont scindés sur plusieurs pages) montrent :

- un impact conséquent historique sur le Pz4 (teneurs autour de 6000µg/L avec un un maximum de 12000µg/L en mai 2021), correspondant à une pollution des sols historique en perchloroéthylène (rapport ATE n°P2.00.002.0 du 25 février 2000) ;
- une diffusion du panache à l'aval (Puit2 et Puit3).

Au regard de ces éléments, la conclusion du rapport : « Les prélèvements n'ont mis en évidence aucune anomalie particulière. Les ouvrages sont bien entretenus et propres. (...) » semble inadaptée.

La NC est reconduite.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments prescrits ne sont pas repris dans le rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : extension pollution sol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2000, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des sols
Prescription contrôlée : la société HYDRO ALUMINIUM EXPAL procède à l'évaluation de l'extension spatiale de la zone source de pollution constituée par un sol contaminé par le tétrachloroéthylène au niveau du sondage S6. Le rapport d'investigations est transmis dans le délai fixé à l'article 5 au service de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments relatifs aux suites données au diagnostic ATE de 2001.
Observations : L'exploitant a remis le 3 mai 2001, le rapport P2.00.078.0 de la société ATE-Geoclean relatif au diagnostic complémentaire des sols et de la nappe. Ce rapport conclut notamment à : <ul style="list-style-type: none">- une zone source de pollution en perchloroéthylène et trichloroéthylène au niveau de la zone remaniée (voir cartographie en annexe 3)- une forte suspicion de migration d'une pollution en solvants chlorés en provenance des cuves 13 et 14 (déchets de solvants chlorés), situées hors de l'emprise locative de la société Hydro Aluminium Expal (aujourd'hui SAPA2). Il est également recommandé d'effectuer des sondages au droit de ces cuves. Par courrier du 11 juillet 2001, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan d'actions à mener suite au diagnostic réalisé par ATE et joint la proposition technique de la société HPC ENVIROTEC, relative à la réalisation de mesures en air ambiant en solvant chlorés et d'une évaluation des risques sanitaires. Lors de la visite sur site, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des précisions quant à la source de pollution en solvant chlorés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/07/2022, article R.512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des sols
Prescription contrôlée : Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. [...]
Constats : Le dossier de cessation partiel d'activités de l'activité de laquage, incluant notamment une évaluation du sol au droit de la zone concernée n'a pas été transmis à la Préfecture d'Eure-et-Loir.
Observations : D3* (inspection du 23/09/2021) : Remettre le dossier de cessation partiel d'activités de l'activité de laquage à la Préfecture d'Eure-et-Loir. Ce dossier inclura une évaluation de l'état du sol au droit de la zone concernée Lors de la visite précédente, l'exploitant avait indiqué que les travaux avaient été achevés en décembre 2020 et qu'il y avait eu du retard dans la réalisation du rapport de cessation d'activité (en attente retour DEKRA). Aucun nouvel élément n'a été transmis à l'inspection. La demande n'est pas satisfaite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet